

Le siècle des totalitarismes

« La foi dans le parlementarisme, en un *government by discussion*, appartient à l'univers de pensée du libéralisme. Elle n'appartient pas à la démocratie. Les deux réalités, libéralisme et démocratie, doivent être contre-distinguées pour mettre en évidence la construction hétérogène qui constitue la démocratie de masse moderne.

Toute démocratie véritable repose sur le fait que non seulement ce qui est semblable reçoit un traitement semblable, mais encore — conséquence inévitable — que ce qui est non semblable ne jouit point d'un traitement semblable. Dans la démocratie entre donc nécessairement comme ingrédient, pour commencer l'homogénéité, et ensuite, si besoin est, la mise à l'écart ou l'exclusion de l'hétérogène [Ici Carl Schmitt prend pour exemples l'expulsion des Grecs par la Turquie, et la législation australienne sur la sélection raciale et sociale de l'immigration]. La force politique d'une démocratie se manifeste à sa capacité d'écarter ou de tenir éloigné l'étranger et le non-semblable, celui qui menace l'homogénéité. Le problème de la similitude n'a en fait rien à voir avec des spéculations abstraites, de nature logique ou mathématique. On peut la trouver dans certaines qualités physiques et morales, par exemple dans la qualité de la citoyenneté, de l'*arété* [l'excellence, en grec] — la classique démocratie de la *virtus* (la vertu). Dans la démocratie des sectaires anglais du XVII^e siècle, elle se fonde sur l'harmonie de convictions religieuses partagées. Depuis le XIX^e siècle, elle consiste avant tout en l'appartenance à une nation déterminée, dans l'homogénéité nationale. »

Carl Schmitt (1888-1985), *Parlementarisme et démocratie* (1923-1926).
Traduit de l'allemand par J.-L. Schlegel, Paris, Le Seuil, 1988.

« La question fondamentale qu'il convient de se poser est : pourquoi les gens se comportent-ils comme ils le font? Pourquoi accomplissent-ils tout ce qui, globalement, donne cette impression imposante d'une société totalement unie, soutenant totalement son gouvernement ? Je pense que la réponse est évidente pour tout observateur impartial : c'est parce qu'ils ont *peur*.

Par crainte de perdre sa place, l'instituteur enseigne à ses élèves des choses auxquelles il ne croit pas; par crainte pour leur avenir, ses élèves les répètent après lui; de peur de ne pas pouvoir continuer leurs études, les jeunes adhèrent à l'Union de la Jeunesse et y font ce qu'il faut; de peur que son enfant n'obtienne pas, lors des examens d'admission à l'université, le nombre de points requis par le monstrueux système de notation politique, le père accepte les fonctions les plus diverses et fait «volontairement» ce qui est exigé. Par crainte de suites éventuelles, les gens participent aux élections, y votent pour les candidats proposés et font semblant de prendre cette liturgie pour de réelles élections; par crainte pour leur existence, leur situation et leur carrière, ils vont aux réunions, y votent tout ce qu'on leur demande ou à la rigueur se taisent. Par peur ils procèdent à des autocritiques avilissantes et remplissent mensongèrement un tas de questionnaires humiliants. De peur d'être dénoncés, ils n'expriment pas en public, ni même parfois en privé, leur véritable opinion. De peur d'atteintes possibles à leurs conditions de vie, par désir d'améliorer leur situation et se faire bien voir des organes supérieurs, les travailleurs, dans la plupart des cas, affichent des objectifs de travail; les mêmes raisons les poussent à former des brigades de travail socialistes, car ils savent bien, à l'avance, que le principal avantage de leur initiative sera d'être immédiatement rapportée aux organes supérieurs appropriés... »

Václav Havel (1936-2011), « Lettre ouverte à Gustav Husak » (1975).
Traduit du tchèque par Jan Vladislav in *Écrits politiques*, Points/Seuil, 1991.